



-

-

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

-

AFRIQUE DU SUD

LES NOUVEAUX DEFIS

-

-

-

-

-

LCL LENE (A) GROUPE B5 - Décembre 1997

-

TABLE DES MATIERES

-

-

-

1. 1. L'AFRIQUE DU SUD: DES TENEBRES A LA LUMIERE

2. L'IMPENSABLE DEVIENT REALITE (FEVRIER 1990-1994)

3. L'ETAT DE GRACE (MAI 1994-1996)

4. A LA RECHERCHE D'UN NOUVEL EQUILIBRE (JUILLET 1996-1999)

5. L'HEURE DES NOUVEAUX DEFIS

6. BIBLIOGRAPHIE

L'AFRIQUE DU SUD: DES TENEBRES A LA LUMIERE

" L'Afrique du Sud, modèle de démocratie, pays doté de la constitution la plus tolérante de la planète, engagé dans une forte croissance économique... ".

A la fin des années 80, évoquer une telle situation relevait davantage de la science fiction que de l'anticipation économique et politique. A cette époque, Afrique du Sud était synonyme d'apartheid, cet apartheid dénoncé comme crime contre l'humanité. L'armée de Botha occupait la Namibie, menaçait Luanda, la capitale de l'Angola, et tirait sur les manifestants des townships...

Le chemin parcouru en si peu de temps relève quasiment de l'exploit et, même si l'état de grâce du gouvernement du président Mandela s'estompe quelque peu, le pays ne connaît pas de lendemains de fête placés sous le signe de la désillusion. L'Afrique du Sud traverse une phase de convalescence qui s'annonce douloureuse et longue, mais la population, dans son ensemble, paraît plus que jamais disposée à reconstruire ce pays pour en faire, non seulement la plus grande puissance de l'Afrique subsaharienne, mais aussi un modèle de démocratie, modèle envié de par le monde.

La rapide marche de l'Afrique du Sud des ténèbres vers la lumière peut se décomposer en trois phases:

- 1990-1994: L'impensable devient réalité.
- 1994-1996: L'état de grâce.
- 1996-1999: Vers un nouvel équilibre

Ces trois temps forts permettent de mieux appréhender les nouveaux défis qui s'offrent à l'Afrique du Sud, à l'issue de la décennie la plus folle de son histoire, et à l'aube du troisième millénaire.

1. L'IMPENSABLE DEVIENT REALITE (février 1990-1994)

La première phase du changement reste de loin la plus délicate et la plus fragile. La libération de Nelson Mandela ouvre enfin la voie aux négociations. Face à un gouvernement légal se dresse un mouvement de libération dont personne ne mesure exactement la représentativité. Les chefs des Bantoustans, ces réserves autonomes, craignent la fin de leur pouvoir. Les discussions sont menées dans des conditions difficiles; massacres et attentats mettent en danger le processus jusqu'au matin même des élections. Si l'évolution relève du miracle, c'est qu'elle a tant de fois frôlé la catastrophe.

Plusieurs facteurs extérieurs sont à l'origine du changement de cap effectué en 1990 par les dirigeants nationalistes. La chute du mur de Berlin réduit le rôle stratégique du pays. L'accession de la Namibie à l'indépendance dans le calme s'avère un ballon d'essai encourageant. Enfin, la campagne de boycott international étrangle lentement l'économie sud-africaine.

En Afrique du Sud même, les fondements de l'apartheid vacillent. La population noire investit peu à peu les échelons intermédiaires des entreprises et les centres des villes blanches. Le gouvernement afrikaner ne réussit pas à attirer les communautés métisses et indiennes dans un apartheid ravalé. Du fond de sa prison, Nelson Mandela lance depuis 1985 des messages à l'équipe de Peter Botha. Mais il faut attendre la mise à l'écart de ce dernier par Frederik De Klerk pour que les choses s'accélèrent.

Nelson Mandela, la plus forte personnalité de l'African National Congress (ANC), est emprisonné depuis 1962. Sa libération est devenue la condition première à tout dialogue. Le 11 février 1990, il redevient un homme libre. Les débats entre le gouvernement et l'ANC commencent officiellement en mai 1990. Ils débouchent sur la mise en route d'une conférence pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA) rassemblant dix huit partis. Contesté sur sa droite, Frederik De Klerk organise, le 17 mars 1992, un référendum auprès des électeurs blancs, afin de poursuivre les négociations. Mais la CODESA se trouve bientôt dans une impasse devant les exigences du chef Buthezi d'inclure une délégation du royaume zoulou aux travaux. En juin, le massacre d'une soixantaine de résidents du township de Boipatong sonne le glas de la CODESA.

Pressées par la communauté internationale, les formations politiques imaginent une nouvelle formule. Un forum multipartite voit le jour en mars 1993. Vingt-six partis sont représentés, comprenant tous les bantoustans ainsi que l'extrême-droite blanche. Le forum énumère les grands principes qui devront guider la prochaine constitution. Sous l'impulsion de deux jeunes négociateurs, Cyril Ramaphosa pour l'ANC et Roelf Meyer pour le gouvernement, les discussions progressent rapidement. Une constitution intérimaire est adoptée le 18 novembre 1993. L'ANC a fait une concession importante: le mouvement accepte un gouvernement d'union nationale pendant la première législature. Nelson Mandela et Frederik De Klerk voient leurs efforts récompensés par un Prix Nobel de la Paix.

La violence ne cesse pas pour autant. Elle s'amplifie à mesure que l'on s'approche de la date du scrutin, fixée aux 27 et 28 avril 1994. Plusieurs chefs de bantoustans répliquent par les armes à la contestation.

Buthelezi est enclin à boycotter les élections, mais ses troupes renâclent. Son neveu, Goodwill Zwelithini, roi des Zoulous, se range à l'avis de Mandela. A une semaine de la consultation, moyennant une médiation internationale ultérieure, Buthelezi accepte de participer au scrutin.

Les groupuscules d'extrême-droite prennent le relais dans l'optique d'annuler le déroulement des opérations. Les attentats se multiplient dans les grandes villes du pays; le matin des élections, l'aéroport international de Johannesburg est dévasté par une explosion.

Néanmoins, au grand soulagement des milliers d'observateurs sud-africains et étrangers, les élections se déroulent dans de bonnes conditions. L'enjeu n'échappe à personne et les quelques dysfonctionnements ne remettent pas en cause la validité des résultats.

L'ANC remporte un véritable triomphe avec 62% des voix, performance qui conforte le plus vieux parti du pays tout en assurant le pluralisme: l'adoption de la constitution exige en, effet, une majorité des deux tiers. Le Parti National recueille 20,5% des suffrages, correspondant à un appui solide chez les Blancs et les Métis. L'Inkatha confirme son implantation dans le Kwazulu-Natal, mais n'obtient que 10,5% à l'échelle nationale. La représentation proportionnelle permet la présence de l'extrême-droite afrikaner conservatrice (2,2%), des libéraux blancs (1,7%), des radicaux noirs (1,3%) et d'un parti chrétien (0,5%) à l'Assemblée Nationale.

2. L'état de grâce (mai 1994-1996)

Le 10 mai 1994, devant un parterre inégalé d'hommes d'Etat, Nelson Mandela est officiellement intronisé président de la république sud-africaine. Le premier gouvernement démocratique du pays commence son travail sous les meilleurs auspices.

Même si la misère reste à l'origine d'un nombre impressionnant d'homicides (15 000 par an), l'Afrique du Sud connaît un exceptionnel état de grâce. L'extrême droite afrikaner renonce à se lancer dans une aventure sans issue et, hormis les règlements de compte au KwaZulu-Natal, on ne recense presque plus d'assassinats politiques.

Tout semble, par ailleurs, réussir à l'Afrique du Sud, à l'image des victoires dans plusieurs disciplines sportives, dont la coupe du monde de rugby en 1995. Les bailleurs de fonds internationaux accourent, nombre d'investisseurs s'installent, à l'image des entreprises françaises, qui doublent leur présence en deux ans. Johannesburg apparaît comme la meilleure plate-forme pour repartir à l'assaut des marchés africains.

Le gouvernement de large union comprend l'ANC, le National Party et l'Inkatha, regroupant ainsi 94% de l'électorat. Il a toute latitude pour mettre en place les nouvelles institutions. Les neuf provinces jouissent d'une solide autonomie. Les élections municipales de novembre 1995 viennent compléter le nouveau dispositif institutionnel. Même dans les deux provinces non dominées par l'ANC, les résultats confirment le paysage politique issu des élections de 1994.

Le président Mandela jouit d'une aura internationale qui finit par atteindre la communauté blanche. Son avis est sollicité dans plusieurs conflits africains. Ses vice-présidents, Frederik De Klerk et Thabo Mbeki, héritent de la gestion au quotidien. Ministre de l'intérieur, Buthelezi multiplie ses sautes d'humeur. Les députés de l'Inkatha boudent ainsi pendant près d'un an les travaux de l'assemblée constituante.

Composée des députés et des sénateurs, cette assemblée se fixe comme premier objectif la rédaction d'une charte des droits. Aucun pays n'offre autant de garanties à ses citoyens: la charte interdit toute discrimination sur base de race, de sexe, de préférence sexuelle, d'âge, de période de grossesse ou de statut civil. Les droits des sourds sont même pris en considération. La peine de mort est abolie. Chaque sud-africain a droit au logement, à l'eau, à l'éducation, aux soins de santé et, pour les femmes, à l'avortement.

La constitution définitive diffère peu de la constitution intérimaire. Contre le souhait de Frederik De Klerk, le président ne sera plus tenu de former un gouvernement d'union nationale après les élections de 1999. Largement approuvé en mai par les élus, le texte ne reçoit pourtant pas l'aval de la cour constitutionnelle sur la question des pouvoirs dévolus aux provinces. La menace d'un référendum incite les partis à trouver rapidement un consensus.

Estimant avoir rempli son devoir, le National Party quitte le gouvernement le 30 juin 1996 pour entrer dans une phase d'opposition qu'il veut constructive.

3. A La RECHERCHE D'UN NOUVEL EQUILIBRE (juillet 1996-1999)

La mise en place rapide des nouvelles institutions cache les retards du Programme de Reconstruction et de Développement (PDR). Perceptibles dans l'audiovisuel, les changements sont plus laborieux en matière d'éducation. Si l'électrification des townships s'intensifie, la construction de logements reste gravement insuffisante. L'Afrique du Sud entame la troisième phase de sa transition avec une exigence de résultats rapides: écoles, dispensaire, immeubles doivent sortir de terre dans les meilleurs délais. Elle en a les moyens.

En premier lieu, le jeu politique est clarifié. L'ANC se trouve désormais aux commandes du pays. L'Inkatha, son partenaire au gouvernement, est en proie à des discussions contradictoires. La succession du président Mandela, né le 18 juillet 1918, ne posera pas de problème majeur: Thabo Mbeki apparaît comme son successeur désigné.

De plus, la société sud-africaine amorce un vaste mouvement collectif basé sur le besoin de vérité et de repentir. Présidée par Mgr Tutu, la commission Vérité et Réconciliation écoute depuis avril 1996 les récits des victimes des années d'apartheid. Privés de parole pendant des décennies, les sud-africains noirs veulent raconter la répression. Les victimes blanches viennent également témoigner. Nelson Mandela a détaillé les exactions de L'ANC en Angola, Frederik de Klerk s'est excusé pour la politique passée. La commission est habilitée à prononcer l'amnistie et l'opinion semble souscrire à cette démarche.

Les sud-africains blancs n'affichent pas d'enthousiasme face au démantèlement de leur pouvoir mais ne quittent pas le pays pour autant; l'expatriation reste faible, choisie surtout par des jeunes exerçant une profession libérale. En vertu des accords du forum multipartite, les fonctionnaires ne sont pas menacés de chômage, malgré leurs médiocres prestations. Il est vrai que l'instauration de onze langues officielles, mesure transitoire en attendant que l'anglais ne s'impose à l'échelle nationale, contribue à simplifier les choses. La corruption constatée dans les dernières années du pouvoir nationaliste n'a pas pris d'ampleur et ne touche pas la vie quotidienne. Le président Mandela s'est montré particulièrement vigilant sur ce point lors de sa visite à Paris, en juillet 1996.

4. L'heure des nouveaux défis

L'Afrique du Sud représente 4% de la superficie de l'Afrique, 6% de sa population mais 20% de son PNB, 45% de sa production minière, 50% de sa production électrique. Elle possède 30% du réseau ferré et 46% du parc automobile. Peuplée de 43 millions d'habitants, l'Afrique du Sud connaît un taux de chômage important, estimé à 40% de la population active. La société demeure largement inégalitaire en matière de logement, de santé, d'accès à l'éducation. La distorsion entre les zones industrialisées riches et la périphérie

est l'héritage le plus criant de l'apartheid. Des investissements massifs et beaucoup de travail seront nécessaires pour la réduire. On note, néanmoins, le réalisme et la patience des organisations syndicales. Le fond Monétaire International prévoyait pour 1996 une croissance de 4% du PNB et une inflation réduite à 7,5%. La croissance spectaculaire du tourisme illustre l'amélioration de l'image du pays. Contrairement à ce qu'affirment les candidats à l'émigration, la violence n'est pas la première crainte des sud-africains. Certes, elle coûte cher à l'Etat (18% du budget national), mais les études d'opinions montrent que la création d'emplois reste de loin le souci majeur des citoyens (41%). La situation économique (16%), la criminalité (13%) et le logement (10%) suivent la liste des soucis.

La démocratisation de l'Afrique du Sud la place également dans le concert des nations. Relayée par la propagande de l'apartheid, l'image d'un pays pratiquement industrialisé, puissance nucléaire, a pu faire naître une appréciation erronée de son rayonnement. Elle arrive en 31^e position au palmarès du PIB mondial, derrière les Philippines et devant la Suisse. Son économie repose avant tout sur l'exportation de ses matières premières, recherchées certes, mais de plus en plus difficiles à extraire. L'effondrement du bloc soviétique signifie aussi que l'Afrique du Sud n'est plus incontournable en matière de minerais dits stratégiques. La Russie s'est entièrement retirée de la région (les derniers soldats cubains ont quitté l'Angola en 1991); les Etats-Unis jouent la carte de l'ANC.

Première puissance économique d'Afrique, l'Afrique du Sud limite ses ambitions au sud du continent: elle ne parvient pas à peser dans les querelles nigérianes et se montre très prudente au Rwanda. Sa véritable dimension est régionale, où elle est l'élément moteur d'une SADC (Southern Africa Development Community) à nouveau dynamisée par la fin des guerres civiles, l'avènement de régimes démocratiques et l'ouverture sur l'océan Indien.

L'Afrique du Sud tient à donner la priorité à la résolution des problèmes internes. A cet égard, il est frappant de constater la différence de tonus entre Noirs et Blancs. Les premiers affichent un optimisme tranquille à l'idée de construire un pays nouveau. Enfin considérés dans leur propre pays, ils se disent persuadés que la " nation arc-en-ciel " est appelée à un beau destin. Découvrant l'Afrique et le reste du monde après des années d'isolement, ils redoublent de créativité littéraire et artistique. Les seconds, qui représentent un septième de la population, se montrent plus circonspects. Les sud-africains blancs ne souffrent du changement ni dans leur droits ni dans leurs revenus, mais leur vision de l'avenir est floue. Cette appréhension tient moins à la perte d'un statut social privilégié qui s'effritait depuis dix ans qu'au manque de perspectives imaginables pour leurs enfants.

Paradoxalement, dans cette Afrique du Sud qui n'a cessé d'être le lieu de conflits ethniques, raciaux et communautaires, il existe un mythe national bien ancré. L'apartheid a engendré une société sud-africaine formée de groupes isolés, et pourtant si totalement dépendants les uns des autres, qu'ils ne peuvent que difficilement concevoir des avenir séparés. L'apartheid a créé des intérêts communs à l'ensemble des groupes " non blancs " exclus mais

aussi à tous les sud-africains en démontrant leur interdépendance. Il a involontairement imposé aux organisations politiques de penser en termes non plus d'éclatement mais d'incorporation.

La classification simple des individus selon un critère unique n'a pas de sens tant les interactions sociales, politiques et culturelles sont devenues grandes. Mis à part de petites minorités, chaque sud-africain cumule plusieurs formes d'identités - religieuse, culturelle, linguistique, ethnique, statutaire - qui l'associent non pas à un seul réseau social mais à plusieurs, ce qui permet une grande diversité des alliances. Un peu partout en République sud-africaine, des formes de recomposition sociale apparaissent depuis plusieurs années.

De plus en plus, la répartition spatiale de la population devient un enjeu essentiel. Sur la base du découpage territorial réalisé se constitue progressivement l'image d'une Afrique du Sud optant pour des régions puissantes, protégeant des intérêts communautaires identifiés mais toujours associés. Les mythes de la nation fusionnée et de la territorialisation ethnique disparaissent. Ils sont remplacés très largement par le mythe de l'alliance des intérêts communautaires au sein d'une identification globale commune.

Le retour progressif à la pacification et à la normalisation en Afrique australe et en Afrique du Sud permet de constater, par opposition à l'extérieur, la force d'un sentiment national sud-africain. Les élites sud-africaines, qu'elles soient blanches ou noires, affirment avec orgueil que leur pays est amené à devenir le cœur économique de l'Afrique, au sud de l'équateur, et le centre d'une fédération ou d'un marché commun régional. Dans le même temps, l'attraction économique, sociale et politique irrésistible qu'exerce le pays sur les populations de l'ensemble de la zone australe accélère l'exode des cerveaux à son profit et amplifie considérablement les mouvements migratoires incontrôlés de population vers le sud, provoquant dès à présent des prises de positions officielles hostiles de la part aussi bien du National Party que de l'ANC.

Pour se constituer un futur, l'Afrique du Sud est en quête des mythes qui assureront sa stabilité politique. Pourtant, il est fascinant de constater que l'esprit pionnier, qui anime depuis toujours ce pays, n'a jamais faibli même pendant les heures les plus sombres de l'apartheid. L'Afrique du Sud reste un pays où l'histoire ne donne pas le sentiment d'être figée, une terre où projet personnel et ambition collective peuvent encore se marier. Assurément, c'est une Afrique du Sud fière d'avoir relevé, en une décennie, les défis les plus insensés qui entrera dans le troisième millénaire.

5. BIBLIOGRAPHIE:

HERODOTE: La nouvelle Afrique du Sud (3^o/4^o trimestre 1996)

POLITIQUE INTERNATIONALE: Afrique du Sud, le temps du pardon (1996)

Du miracle politique au miracle économique (1994)

La métamorphose (1994)

MANIERE DE VOIR: L'ANC face à ses promesses (1997)

COMMENTAIRE: La nouvelle Afrique du Sud (1995)

ESPRIT: La rhétorique de la réconciliation en Afrique du Sud (1997)

REVUE DE DEFENSE NATIONALE: L'Afrique du Sud , laboratoire du monde (1994)

ETUDES: L'Afrique du Sud en transition (1997)

PROBLEMES ECONOMIQUES: Economie sud-africaine: une visibilité réduite (1996)

LE MONDE DOSSIERS ET DOC. : L' Afrique australe en crise.